

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Un système bancaire ancré régionalement est plus solide

Leçons à tirer de la banqueroute de Fannie Mae et Freddie Mac

par W. Wüthrich, docteur en sciences politiques, Zurich

Qui peut payer ça
Qui a tant d'argent,
qui a tant de fric, fric, fric ...

(Tube des années 50)

Nous traversons une crise financière sans exemple depuis des décennies. Les informations fournies par les instances dirigeantes des banques touchées sont très partielles et laissent beaucoup de questions en suspens. Parfois même elles sont fausses. La presse financière nous livre des chiffres effarants, celui des montagnes de dettes accumulées, principalement aux USA, de celles qui s'y ajoutent chaque jour, des hypothèques douteuses, de la crise immobilière, de la détérioration exponentielle de l'économie, des pertes énormes dont sont victimes les banques d'affaires et de l'effondrement de très grandes banques elles-mêmes. Il est cependant difficile d'y voir clair. Ces derniers jours, deux grandes banques, Fannie Mae et Freddie Mac ont été nationalisées pour les sauver de la banqueroute. Cet article éclaire les dessous de l'affaire.

Pour réaliser mon enquête je suis parti de quatre banques, deux usaméricaines et deux suisses. Il s'agit de *Freddie Mac* et *Fannie Mae*, deux grandes banques de financement hypothécaire aux USA, et de deux banques suisses aux noms moins poétiques: la *Banque des lettres de gage d'Établissements suisses de Crédit hypothécaire (Pfandbriefbank Schweizerischer Hypothekarinstiute)* et la *Centrale des lettres de gage des banques cantonales suisses (Pfandbriefzentrale der Schweizerischen Kantonalbanken)*. Un trait commun aux quatre: elles se procurent des fonds qu'elles mettent ensuite à la disposition des banques de leur région. Ce qui permet à ces dernières d'accorder des prêts hypothécaires avantageux et ainsi de favoriser la construction de logements. La différence, elle, est la suivante: les deux banques usaméricaines ont été nationalisées ces jours derniers car elles allaient faire banqueroute. Les deux banques suisses, pour leur part, se portent bien.

Histoire de Fannie et Freddie

Fannie Mae (Federal National Mortgage-Association) a été fondée en 1938. C'était l'un des éléments du New Deal de *F. D. Roosevelt*. Une large part du marché hypothécaire s'étant effondré durant la crise économique (de 1929, NdlT), Roosevelt essaya – tardivement toutefois – de contrer la crise par des moyens publics. *Fannie Mae* était chargée, en tant qu'établissement hypothécaire public, de trouver de l'argent qu'elle mettrait à la disposition des banques régionales et locales. Une tâche qu'elle a assurée pendant trente ans. Mais en 1968 *Lyndon B. Johnson* privatisa la banque. Ses actions firent leur entrée en bourse, ce qui rapporta quelque argent à l'Etat. En 1970 ce fut au tour de *Freddie Mac* (Federal Home Loan Mortgage Corporation), sa presque jumelle, d'être fondée. Les deux banques hypothécaires continuèrent – bien qu'étant des sociétés par actions, privées – à recevoir le soutien de l'Etat. Sous quelle forme? Les deux banques pouvaient recourir à des emprunts d'Etat, étaient exemptées d'impôts et la surveillance exercée sur elles était moins étroite que pour les autres banques. Leurs dettes n'étaient toutefois pas explicitement garanties par l'Etat, contrairement à ce que l'on croyait souvent, à tort.

Histoire des banques hypothécaires suisses

Les deux banques hypothécaires suisses ont été fondées sous forme de sociétés par actions



Une des raisons principales de la catastrophique crise immobilière et bancaire aux Etats-Unis consiste dans le grand cirque global organisé par les banques américaines. Les économies nationales dans lesquelles les banques ont, comme en Suisse, des racines régionales, sont mieux en mesure de maîtriser les crises. (photo reuters)

en 1931, au début de la crise économique. Leur tâche était et demeure de trouver des fonds pour construire des logements et de les mettre à la disposition des banques qui accordent les crédits. Pour ce faire, elles émettent des obligations, nommées «lettres de gage» parce que leur remboursement est garanti par les biens immobiliers qu'elles financent. Cette tâche a été définie et réglementée de façon très précise par la loi de 1931.

Où en sont-elles aujourd'hui? Les deux établissements hypothécaires suisses continuent à remplir leur tâche avec succès. Ils peuvent se vanter de n'avoir jamais fait perdre, au cours des 78 années agitées qu'ils ont traversées, ne fût-ce qu'un franc suisse à un utilisateur de leurs services.

Fannie et Freddie aujourd'hui

Les deux banques hypothécaires US ont accumulé des dettes colossales et sont en faillite. Au cours de ces dernières semaines leurs actions ont perdu 99% de leur valeur. Et ces derniers jours les deux banques ont été nationalisées – et leurs dettes avec elles. La confiance indispensable dans ce genre d'affaires a pratiquement disparu. Les essais de recapitalisation ont échoué.

En Géorgie l'Occident succombe face à sa propre erreur stratégique

par Kishore Mahbubani, Singapour

Parfois les petits événements renvoient aux grands changements. Le fiasco géorgien pourrait être un tel événement. Il annonce la fin de l'après guerre froide. Mais il ne marque pas le retour de n'importe quelle nouvelle guerre froide. Il marque un retour plus grand: le retour de l'Histoire.

L'après guerre froide a commencé sous le signe d'un triomphalisme occidental, symbolisé par le livre «La fin de l'Histoire» de *Francis Fukuyama*. Le titre était d'un sans-gêne, mais il a saisi l'esprit du temps qui régnait à l'Occident. L'Histoire a connu sa fin avec le triomphe de la civilisation occidentale. Le reste du monde n'avait pas d'autre choix que de céder devant l'avance de l'Occident.

En Géorgie, la Russie a déclaré sans équivoque qu'elle n'entendait plus se soumettre à l'Occident. Après deux décennies d'humiliation, la Russie a décidé de riposter. Dans peu de temps, d'autres puissances vont l'imiter. En vertu de sa puissance écrasante, l'Occi-

Comment en est-on arrivé là?

Pourquoi les deux banques usaméricaines ne sont-elles plus en mesure d'assurer la tâche qui leur a été confiée en 1939 par Roosevelt, c'est-à-dire de trouver des fonds pour les banques locales et régionales, qui ensuite accordent des prêts hypothécaires avantageux, et par là d'aider à la construction de logements?

On sera peut-être tenté de répondre hâtivement que les Américains s'endettent beaucoup trop. Cela fait partie de leur quotidien, comme le hamburger et les frites. Mais ce n'est pas tout à fait exact. Les champions du monde, en matière d'hypothèques, ce sont les Suisses. L'endettement hypothécaire s'élève, en Suisse, à 90 000 francs suisses [= 57 000 euros] par tête – nettement plus qu'aux USA. Pourtant ce n'est pas en Suisse que se trouvent l'origine et l'épicentre de la crise financière, mais aux USA.

Qu'est-ce qui n'a pas marché?

Thomas J. Jordan, membre de la direction générale de la *Banque nationale suisse*, a fait le 15 mai dernier à l'Assemblée générale de la *Banque de Crédit hypothécaire des Établissements hypothécaires suisses* une con-

férence intitulée «Financement des hypothèques: Lettres de gage et titrisation à la lumière de la crise financière». On y trouve des éléments de réponse. Je reprends l'essentiel de ses explications. Mais la complexité du sujet m'a contraint à simplifier. Pour avoir une analyse plus fouillée, reportez-vous à cette conférence, claire et très riche d'informations.

«Titrisation»: un mot magique

Fannie et *Freddie*, ainsi que d'autres établissements hypothécaires qui fonctionnent de manière analogue ont commencé, dans les cinq premières années 90 à «titriser» les hypothèques. C'était alors une toute nouvelle méthode de financement des prêts hypothécaires. Qu'est-ce que c'est? Un exemple concret permettra de l'expliquer de façon imagée:

Ben Johnson, de Santa Barbara, en Californie, veut se construire une maison. Il prend à sa banque régionale un crédit hypothécaire à hauteur d'un demi million de dollars. Ainsi commence – pourrait-on croire – une longue relation d'affaires entre *Ben Johnson* et sa banque. Mais il n'en est rien. La banque régionale revend l'hypothèque qu'elle a consentie à *Ben Johnson* à un «financier hypothécaire», par exemple *Freddie* ou *Fannie*. Qu'en font ces derniers? *Freddie* «titrise» l'hypothèque. Autrement dit: la banque sélectionne un nombre important de créances hypothécaires accordées à diverses personnes (parmi lesquelles *Ben Johnson*) et les regroupe en un pool (un «pot» commun) dont elle fait un titre. Qu'elle revend ensuite à des établissements financiers du monde entier (principalement des banques, assurances, fonds alternatifs [hedge funds] et fonds de pension). Et donc *Ben Johnson* de Santa Barbara paie à *Freddie* tous les six mois les intérêts de son prêt hypothécaire. L'établissement financier qui se trouve à Shanghai ou quelqu'un d'autre dans le vaste monde perçoit l'argent que lui garantissent les intérêts du titre. *Ben Johnson* ignore totalement qui reçoit son argent. La relation d'affaires personnelle établie à Santa Barbara est devenue une relation mondialisée, où débiteur et créancier ne se connaissent pas.

Suite page 4

dent a pénétré dans des espaces géopolitiques d'autres pays dormants. Mais ils ne dorment plus, en particulier en Asie.

En réalité, la majorité des pays du monde est surprise de voir l'Occident considérer la Géorgie comme une victime de la Russie. Les Etats-Unis ne toléreraient pas non plus que la Russie pénètre dans sa sphère géostratégique en Amérique latine. Les Latinoaméricains ont bien compris la double morale des Etats-Unis. De même tous les commentateurs musulmans constatent que les USA ont envahi aussi l'Irak de manière illégale. Ni l'Inde ni la Chine ne se sont laissées amener à protester contre la Russie: Cela montre combien la vision occidentale de la Géorgie est isolée selon laquelle le monde devrait aider le parti discriminé, la Géorgie contre la Russie. En réalité, la plupart des pays soutiennent la Russie contre l'Occident tyrannique. Le décalage entre la présentation occidentale et le reste du monde ne pourrait être plus grand.

C'est pourquoi il est décisif pour l'Occident de tirer la bonne leçon de l'expérience en Géorgie. Il doit réfléchir stratégiquement aux options limitées dont il dispose. Après l'effondrement de l'Union soviétique, les penseurs occidentaux supposaient que l'Occident ne devrait jamais faire de compromis géopolitiques. Ils pensaient que ce serait l'Occident qui pourrait dicter les conditions. Maintenant il doit reconnaître les réalités. Les populations occidentales de l'Amérique du Nord, de l'Union européenne et de l'Australasie (Australie, Nouvelle-Zélande, Océanie) comptent au total 700 millions, ce qui représente 10% de la population mondiale. Le reste, les 90%, se sont transformés d'objets de l'Histoire en sujets. Le «Financial Times» du 18 août a titré «Front unitaire de l'Occident à l'égard de la Géorgie». Il aurait fallu écrire: «Le reste du monde attribue à l'Occident la responsabilité du conflit géorgien.»

Source: *The Financial Times* du 20/8/08 (extrait)

Polémica en lugar de exactitud científica

CERN puso en funcionamiento el Gran Colisionador de Hadrones

por Karl Müller

En los últimos años, ningún programa de investigación científica ha tenido tanta repercusión en los medios, como el comienzo del funcionamiento del Gran Colisionador de Hadrones (LHC siglas en inglés) el 10 de septiembre, en el Laboratorio Europeo de física de partículas (CERN siglas en francés). Los experimentos deberán comenzar a fines de octubre. La protesta de científicos y el intento de algunos países de interponer recurso, no lograron impedir la puesta en funcionamiento.

En cambio se polemizó, sobre todo, contra esas protestas. Uno de los tantos ejemplos en toda Europa, es la emisora semiestatal alemana *Deutschlandfunk*. Ésta comentó el 10 de septiembre, que existe «un riesgo mínimo de que los aceleradores de protones sean una trampa mortal», pero agregó que «la investigación de base significa justamente que, con anterioridad, no se sabe en detalle lo que va a resultar de ella». Seguidamente, se polemiza irónicamente contra esos argumentos, culminando con una frase final: «Aún cuando sea poco probable, si el fin del mundo es inminente, será por lo menos un fin grandioso.»

De esta manera se evita el pensar seriamente sobre los posibles riesgos de los experimentos del CERN, siendo que esto sería razonable en muchos sentidos. De todas maneras, según opinan ciertos científicos de renombre, existe el peligro que en los experimentos del CERN, al hacer colisionar las partículas atómicas (protones) a una velocidad y con una carga energética no utilizada hasta ahora, se podrían producir «agujeros negros» – formaciones con un extremo poder de atracción.

Ese poder de atracción es tal, que absorbe todo lo existente a su alrededor, haciéndole perder su forma y consistencia – incluso a la luz. Dentro de un período de tiempo que no puede definirse exactamente, (también sobre esto hay diversas teorías entre los científicos),

la tierra podría ser «tragada» por un tal «agujero negro».

Los científicos que critican los nuevos experimentos del CERN, no afirmaron que esto sucederá con toda seguridad; lo que dijeron es, que teóricamente, la existencia de ese peligro es tan fundada como la posición contraria que lo niega. (ver *Horizons et débats* no. 31 del 4 de agosto).

Los tribunales que han dado fallo sobre las demandas hechas contra el inicio de los experimentos del CERN, tampoco han aportado una aclaración científica al respecto. El fallo más actual – el del Tribunal Administrativo de Colonia del 11 de septiembre (Az. 13 L 1123/08) – llegó a la conclusión, que el peligro de formación de agujeros negros en el LHC, y del posterior exterminio de la vida en el planeta, es «negado por la mayoría de los científicos».

La denuncia presentada al Tribunal Europeo para Derechos Humanos, presenta un resumen detallado de las consideraciones científicas contrarias a los nuevos experimentos del CERN (ver <http://lhc-concern.info>). Siendo que existen dudas tan graves con respecto a un experimento científico – también en la población que ha seguido en parte esa discusión – ¿porqué no se aclaró una discrepancia tan obvia entre los científicos, antes de iniciar un experimento semejante? Hasta ahora nadie pudo aclarar el motivo por el cual la búsqueda experimental de conocimientos sobre el origen del universo y del llamado big bang, dada a conocer públicamente, no puede ser prorrogada.

¿O es que están de por medio otros intereses del CERN? Éstos juegan siempre un papel primordial cuando no se quieren considerar posibles riesgos: por ejemplo, mucho poder y mucho dinero.

En su obra de teatro «La vida de Galilei», Bertold Brecht caracteriza, a través de él, al científico devenido corrupto y falaz: «Como científico tuve una posibilidad única. En mi época, la astronomía llegó a las plazas de los mercados. En circunstancias tan especiales, la firmeza de un hombre podría haber ocasionado gran conmoción. Si hubiera resistido, los científicos hubieran podido crear algo similar al juramento hipocrático, la promesa de poner sus conocimientos; sólo al servicio de la humanidad! Así como están las cosas, lo máximo que puede esperarse, es un género de enanos ingeniosos, que puedan alquilarse para toda ocasión [...]. Y yo entregué mi saber para que los dueños del poder lo usen, no lo usen, abusen de él, según sirva a sus intereses.»

Y dirigiéndose a los científicos que esperan una respuesta: «Con el tiempo podréis descubrir todo lo que haya para descubrir,

sin embargo, vuestro progreso va a ser un progresivo alejamiento de la humanidad. El abismo entre ella y vosotros puede llegar a ser tan grande un día, que vuestro grito de júbilo sobre algún logro nuevo, podría tener un grito de horror como respuesta.»

Hoy en día, nadie sabe con seguridad qué va a resultar de los experimentos del CERN.

Seguro es, que en la concentrada polémica contra los críticos del experimento, se cuestiona en forma alarmante, la base de toda convivencia humana: que la protección de la vida debe tener prioridad absoluta.

El respeto por la vida se ha perdido. Si de ese paso hacia el abismo no se puede retroceder, se tiene que contar con lo peor. •

Se exige moratoria para los experimentos del CERN

1. ¿Sabía Usted que el mismo CERN considera como posible la formación de micro agujeros negros estables, es decir semi-estables, y que en el CERN existe un «Black Holes Institute»?
2. ¿Sabía Usted que para el caso de que se formaran esos agujeros probablemente muy peligrosos, no se han tomado en absoluto medidas de seguridad, y que se tardará por lo menos dos años hasta llegar a evaluar los resultados esperados?
3. ¿Sabía Usted que todos los argumentos del CERN con respecto a la seguridad, están basados en hipótesis no probadas, y que sobre todo la tan citada, paradójica «radiación – Hawking», que debería garantizar la desintegración de los micro agujeros negros, nunca pudo comprobarse?
4. ¿Sabía Usted que la posible formación y la posible desintegración de micro agujeros negros en la atmósfera nunca fue medida, y que por lo tanto, también en este caso, el argumento del CERN referente a la seguridad es totalmente hipotético?
5. ¿Sabía Usted que un experimento de observación tal podría realizarse en la atmósfera – incluso es un pretexto del CERN que en la atmósfera aparentemente ocurre lo mismo que dentro del LHC, sólo que con menos frecuencia?

El 10 de septiembre de 2008 el mundo no va desaparecer. Pero los tubos de aceleración con la radiación de protones serán lanzados. En el reactor experimental de fusión nuclear LHC se aumentará la energía en forma progresiva durante varias semanas, y en los próximos meses, la energía

de colisión será más del doble de la lograda hasta ahora en otros aceleradores. Los resultados pueden evaluarse recién después de dos años. De todos modos, el sistema tiende a filtrar los resultados esperados.

Considerando los numerosos cuestionamientos sobre posibles riesgos globales, apelamos a los políticos responsables de los 20 estados comprometidos con el experimento, así como a la Comisión Europea y al comité del Premio Nobel, que prevengan urgentemente para que el inicio se prorrogue, es decir, que por el momento lo impidan; apelamos especialmente al CERN, de establecer una moratoria hasta que haya una respuesta científica seria a dichos cuestionamientos.

Los 20 países miembros del CERN son: Suiza, Francia, Bélgica, Bulgaria, Dinamarca, Alemania, Finlandia, Grecia, Gran Bretaña, Italia, Holanda, Noruega, Austria, Polonia, Portugal, Eslovaquia, España, Suecia, la República Checa y Hungría. Una mayor responsabilidad tienen Suiza y Francia, que proporcionan energía al LHC y sobre cuyos territorios se encuentra el reactor.

Escriban un correo electrónico a sus jefes de gobierno y otras autoridades y pidan que intercedan por una moratoria, para que se prorrogue el experimento hasta que no haya una aclaración científica adecuada sobre los posibles riesgos globales.

Fuente: <http://lhc-concern.info>; dirección Web oficial de LHC-Crítica, red científica para la discusión sobre los riesgos en éste y en otros reactores de fusión nuclear, así como para formular y presentar una protesta en contra del CERN frente al Tribunal Europeo para Derechos Humanos

La guerra y sus consecuencias

«Heridas que nos eran desconocidas»

bha. Faluya era una ciudad con 650 000 habitantes. En la primavera de 2004, la alianza para la guerra de EE.UU. destruyó la ciudad utilizando armas químicas – fósforo blanco, bombas de dispersión y armas de uranio. En el año 2006 se registraron en Faluya nuevas enfermedades, en una dimensión hasta entonces desconocida. El 70% eran enfermedades cancerosas y deformaciones, en niños de 1 a doce años. Dos años después de los ataques, aparecieron casos de leucemia, meningitis, talasemia, septicemia, deformaciones de nacimiento en los niños, tumores cerebrales. Nuevamente, en la mayoría de los casos, los afectados son los niños. No hay duda que hay una directa relación con las armas usadas en los bombardeos. Un biólogo de Faluya, *Mohamed Tareq al Deraji*, dice sobre los ataques:

«... una tempestad de fuego arrasó la ciudad, los habitantes se quemaban. Los muertos tenían heridas que nos eran desconocidas. Los cuerpos estaban quemados y la vestimenta intacta.»

En el año 2008 todavía se guarda silencio sobre ese crimen de la alianza para la guerra. Recientemente, frente al Consejo de Derechos humanos de la ONU, se reclamó contra el silencio de la comunidad internacional sobre lo ocurrido en Faluya.

hd. Le preguntamos al profesor de física vienes Hans Peter Aubauer, qué influencia pueden tener los experimentos sobre antimateria del CERN, en el desarrollo de nuevos sistemas de armas.

1. Las bombas que explotan por medio de la radiación de anihilación – la cual se libera por una fusión de materia y antimateria – tienen ciertas «ventajas»:
 - a) Para lograr el mismo efecto explosivo que otras bombas, la cantidad necesaria de antimateria es mínima, en comparación con la cantidad de uranio en las bombas de dispersión (bombas de uranio) y de isótopos deuterio-tritio en las bombas de fusión (bombas de hidrógeno) Teóricamente, podrían construirse bombas mucho más pequeñas que las bombas comunes.
 - b) La radiación de anihilación se libera en el momento que la materia entra en contacto con la antimateria. No es necesario utilizar otro tipo de energía para que

por Prof. Dr. Hans Peter Aubauer

la bomba explote – lo que también facilita su construcción. Pero, para la producción de la antimateria, es necesario invertir gran parte de la energía que se liberará después, al entrar en contacto con la materia.

- c) Teóricamente, la contaminación radiactiva producida por la explosión de una bomba antimateria, podría ser menor. Por ejemplo, podrían ser bombas radiactivas con poco potencial de destrucción mecánica, que matan sólo con la radiación de neutrones, o bien otras que, sobre todo, destruyen mecánicamente.
2. En el momento en que una cantidad suficiente de antimateria esté disponible, (sobre todo antihidrógeno de antiprotones y positrones) la construcción de una bomba antimateria puede ser realidad. En la actualidad, el CERN en Ginebra es el mayor productor de antimateria en el mundo. El almacenaje y el transporte de antimateria tienen sus riesgos, ya que ésta no debe entrar en contacto con la mate-

ria; por eso se la intercala en campos eléctricos y magnéticos. O sea que es posible que la antimateria producida en Suiza, pueda ser utilizada en otros países para la construcción de bombas. De esta manera, la producción de antimateria en el CERN no sería algo «malo». A. Gspöner y J.-P. Hurni en su informe «Antimatter weapons (1946–1986): From Fermi and Teller's speculations to the first open scientific publications» del 2 de febrero, hacen una acertada comparación con la invención del *Laser* en 1960. En aquel momento, se encontraron soluciones a problemas aún no existentes. Hoy, de acuerdo a la escala de valores predominante, el uso más «inteligente» de la antimateria sería la producción de bombas.

3. Con las bombas antimateria se podrían esquivar el desarme nuclear y la no difusión de armas nucleares, ya que su composición física es distinta a la de las bombas habituales de fisión y fusión. •

(Traducción *Horizons et débats*)

Las investigaciones del CERN – ¿Investigación para bombas antimateria?

La polémique plutôt que la prudence scientifique

Malgré les oppositions, le CERN a mis en activité son nouvel accélérateur de particules

par Karl Müller

Aucun projet scientifique des dernières années n'a suscité un tel écho médiatique que la mise en activité du Grand collisionneur de hadrons (LHC) le 10 septembre au CERN, centre européen de recherches nucléaires. Les expériences de recherche dites doivent commencer fin octobre. L'opposition de scientifiques et les tentatives, dans certains pays, de faire stopper le projet par voie de justice n'ont rien empêché. Au lieu de cela, on a surtout polémique contre les critiques.

Mentionnons un exemple européen parmi beaucoup d'autres, celui de la station allemande semi-étatique *Deutschlandfunk*. Le 10 septembre, elle annonçait qu'il y avait certes «un risque résiduel minimal que l'accélérateur de particules se révèle un piège mortel». Elle ajoutait que «la recherche fondamentale implique justement que l'on ne sait pas à l'avance précisément ce que l'on va trouver». Ensuite, elle ironisait sur les critiques et poussait la polémique jusqu'à déclarer: «Si, contrairement à toute probabilité, la fin du monde nous menace, ce sera au moins une fin éclatante.»

C'est ainsi que l'on s'oppose à une réflexion sérieuse sur les dangers potentiels que recèlent les expériences effectuées au CERN. Pourtant cette réflexion serait nécessaire à bien des égards. Des scientifiques de renom ont prétendu qu'au cours des expériences du CERN – des protons (particules constituant le noyau atomique) entrent en collision à une vitesse et avec une charge énergétique encore jamais expérimentées – des trous noirs pourraient apparaître, structures possédant une force d'attraction si considérable que tout ce qui les entoure perd sa forme et sa consistance originelles et que même la lumière ne peut leur échapper. A un moment ou à un autre, à l'intérieur d'une période que l'on ne peut pas définir précisément (il existe également à ce sujet différentes théories scientifi-

ques), la Terre tout entière pourrait être attirée dans un trou noir.

Les scientifiques qui critiquent les expériences du CERN n'ont pas prétendu que cela arriverait certainement, ils ont dit qu'on était théoriquement tout aussi fondé à supposer l'existence de ce danger qu'à la nier (cf. *Horizons et débats* no 31 du 4 août 2008).

Les tribunaux qui ont été amenés à se prononcer sur les plaintes déposées jusqu'ici contre la mise en route des expériences du CERN n'ont pas apporté de clarification scientifique de la question. L'arrêt le plus récent, celui du tribunal administratif de Cologne du 11 septembre (Az. 13L 1123/08), n'a fait que constater que le risque d'apparition de trous noirs dans le LHC et de l'anéantissement consécutif de toute vie terrestre était «contesté par la grande majorité des scientifiques».

La plainte déposée auprès de la Cour européenne des droits de l'homme contient un résumé détaillé des réserves formulées par des scientifiques à l'encontre des nouvelles expériences du CERN (cf. <http://lhc-concern.info/>). Quand il existe des craintes aussi importantes à propos d'une expérience scientifique – et il en existe d'ailleurs également chez les profanes qui ont suivi quelque peu le débat – pourquoi le désaccord évident parmi les scientifiques n'a-t-il pas été mis au clair avant de commencer l'expérience? Personne n'a pu jusqu'ici expliquer pourquoi les recherches expérimentales sur la naissance de l'univers et le big bang – c'est ce que le CERN a officiellement déclaré rechercher – ne souffraient aucun délai. Ou s'agit-il peut-être d'autres objectifs, de quelque chose de si important qu'on est prêt à négliger les «risques résiduels»?

Dans sa pièce *La Vie de Galilée*, Bertolt Brecht a représenté en Galilée le type de l'homme de science corrompu et hypocrite: «En tant que scientifique, j'avais des possibilités uniques. De mon temps, l'astronomie s'exposait sur les marchés. Dans ces circonstances tout à fait particulières, la fermeté d'un homme aurait pu provoquer de grands bouleversements. Si j'avais résisté, les scientifiques auraient pu mettre au point quelque chose comme le Serment d'Hippocrate des médecins, le serment d'utiliser leur savoir uniquement pour le bien de l'humanité. Les choses étant ce qu'elles sont, le mieux que l'on puisse espérer, c'est une race de nains ingénieux qu'on peut louer à n'importe quelles fins. [...] et j'ai transmis mon savoir aux puissants afin qu'ils l'utilisent, ne l'utilisent pas, en abusent, tout cela à leur guise.»

Aux hommes de science qui lui posent des questions, Galilée répond: «Avec le temps, vous allez pouvoir découvrir tout ce qu'il y a

à découvrir et vos progrès ne feront que nous éloigner de l'humanité. Le fossé entre vous et elle peut, un jour, devenir si large que vos cris de joie à propos d'une découverte quelconque pourraient susciter des cris d'horreur universels.»

Actuellement, personne ne sait exactement ce qui va sortir des expériences du CERN. Cependant une chose est certaine:

l'intense polémique dirigée contre les adversaires des expériences montre de manière alarmante que l'on n'accorde plus qu'une valeur relative au fondement de toute vie en société, c'est-à-dire au fait que la protection de la vie doit avoir la priorité absolue. On a perdu le respect de la vie. Si l'on ne stoppe pas cette marche vers l'abîme, le pire est à craindre.

Demande de moratoire sur les expériences du CERN

1. Savez-vous que le CERN lui-même considère comme tout à fait possible l'apparition de microtrous noirs stables ou semi-stables et qu'il existe au CERN un Institut des trous noirs?
2. Savez-vous qu'aucune mesure de sécurité n'a été prise en cas d'apparition de ces objets potentiellement très dangereux et qu'il faudra au moins deux ans pour que les résultats attendus soient évalués?
3. Savez-vous que la totalité des arguments du CERN selon lesquels les expériences ne présentent aucun danger reposent sur des hypothèses qui n'ont pas été prouvées, telle que le rayonnement de Hawking, phénomène paradoxal, souvent mentionné, qui doit garantir la désintégration des trous noirs?
4. Savez-vous que l'apparition et la désintégration possibles de microtrous noirs dans l'atmosphère n'ont jamais été mesurées et que cela rend également l'argument du CERN à ce sujet purement hypothétique?
5. Savez-vous qu'une telle expérience pourrait être observée dans l'atmosphère, d'autant plus que le CERN affirme qu'il ne se passe apparemment rien d'autre dans l'atmosphère que dans le LHC, mais que le phénomène y est seulement plus rare.

Le 10 septembre 2008, ce ne sera pas la fin du monde. En effet, le faisceau de protons doit être lancé dans le tube de l'accélérateur. Dans le réacteur expérimental LHC, les énergies doivent être augmentées petit à petit au cours de plusieurs semaines et, dans les mois suivants, dépasser plus de deux fois les énergies collisionnelles atteintes jusqu'ici par les autres accélérateurs. Les résultats ne pourront être évalués qu'au bout de deux ans. En outre, le

système est conçu pour filtrer les résultats attendus.

Vu les nombreuses questions scientifiques encore ouvertes concernant les risques globaux potentiels, nous faisons appel aux responsables politiques des 20 Etats membres européens, à la Commission européenne et au Comité Nobel pour qu'ils déconseillent le démarrage des expériences jusqu'à nouvel avis, qu'ils interdisent jusqu'à nouvel avis. Nous nous adressons en particulier au CERN pour qu'il institue un moratoire en attendant que ces questions aient fait l'objet d'une élucidation scientifique sérieuse. Les 20 Etats membres du CERN sont la Suisse, la France, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Allemagne, la Finlande, la Grèce, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie, l'Espagne, la Suède, la République tchèque et la Hongrie. La Suisse et la France ont une responsabilité particulière puisque les installations du CERN sont situées sur leurs deux territoires et qu'elles fournissent son énergie au LHC.

Envoyez un courriel à votre chef/cheffe de gouvernement et à d'autres autorités et priez-les de se prononcer en faveur d'un moratoire en attendant que les questions ouvertes concernant des risques potentiels globaux soient scientifiquement élucidées.

Source: <http://lhc-concern.info> (site web des opposants au LHC, réseau scientifique dont l'objectif est de susciter le débat sur les risques représentés par le LHC et d'autres accélérateurs de particules ainsi que d'élaborer et de déposer une plainte contre le CERN auprès de la Cour européenne des droits de l'homme)

La guerre et ses conséquences

«Des blessures que nous ne connaissons pas»

bha. Falloudja était une ville de 500 000 habitants. Au printemps 2004, l'alliance de guerre menée par les Etats-Unis a détruit la ville avec des armes chimiques: phosphore blanc, bombes à fragmentation et armes à l'uranium appauvri. En 2006, on a enregistré 6000 nouveau cas de maladies, phénomène qu'on n'avait jamais constaté jusque-là avec cette ampleur. 70% étaient des cancers ou des malformations chez des enfants de 1 à 12 ans. Deux ans après les bombardements sont apparues des leucémies, des méningites, des thalassémies, des septicémies, des malformations congénitales des reins et des tumeurs au cerveau. De nouveau, la majorité des victimes étaient des enfants. Il ne fait aucun doute que ces maladies sont liées aux armes utilisées lors des bombardements. Un biologiste de Falloudja, *Mohamad Tareq al Deraji*, évoque ces bombardements:

«... une tempête de feu s'est abattue sur la ville. Les habitants s'embrasaient. Nous avons constaté chez les morts des blessures que nous ne connaissons pas. Les corps étaient carbonisés alors que leurs vêtements étaient intacts.»

En 2008, on fait encore silence sur ce crime de l'alliance de guerre. Ce silence de la communauté internationale a été critiqué récemment devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Les recherches du CERN visent-elles la fabrication de bombes à antimatière?

par Hans Peter Anbauer

hd. Nous avons demandé au professeur de physique viennois Hans Peter Anbauer quelle signification les expériences d'antimatière du CERN pouvaient avoir dans le développement de nouveaux systèmes d'armes.

1. Les bombes qui utilisent pour exploser l'énergie d'annihilation dégagée lors de la rencontre entre la matière et l'antimatière ont quelques «avantages»:
 - a) La quantité d'antimatière nécessaire au développement d'un explosif ne représente qu'une infime fraction de la quantité d'uranium des bombes nucléaires à fission (bombes à uranium) et de deutérium/tritium des bombes nucléaires à fusion (bombes à hydrogène). Théoriquement, les bombes pourraient donc être beaucoup plus petites que les bombes nucléaires classiques.
 - b) L'énergie d'annihilation est libérée dès que l'antimatière entre en contact avec la matière. Il n'est pas nécessaire de mettre de l'énergie dans la bombe pour déclencher l'explosion. Cela simplifie égale-

ment la construction des bombes. Certes, la fabrication d'antimatière en dehors de la bombe nécessite beaucoup plus d'énergie, laquelle est libérée plus tard lors de sa réunion avec la matière.

- c) Théoriquement, la contamination radioactive résultant de l'explosion de bombes à antimatière pourrait être moindre. Ce pourraient être des bombes à rayonnement qui ont une puissance de destruction mécanique inférieure et qui tuent uniquement grâce au rayonnement neutronique ou des bombes qui détruisent avant tout mécaniquement.
2. Dès que des quantités suffisantes d'antimatière (avant tout de l'antihydrogène constitué d'antiprotons et de positrons) sont disponibles, la construction de bombes à antimatière devient possible. Le CERN est leader mondial en ce qui concerne la production d'antimatière. Le stockage et le transport d'antimatière ne sont pas simples puisque cette dernière ne doit pas entrer en contact avec la matière (on la piège

dans des champs électriques et magnétiques), mais ils sont réalisables. De l'antimatière produite en Suisse pourrait donc être utilisée par d'autres pays pour fabriquer des bombes. La fabrication d'antimatière au CERN ne serait pas «quelque chose de mal». Toutefois, dans leur article «Antimatter weapons (1946–1986): From Fermi and Teller's speculations to the first open scientific publications» du 2 février, A. Gsponer et J.-P. Hurni comparent établissent une comparaison judicieuse avec l'invention du laser en 1960. On a trouvé alors la solution de problèmes qui n'existaient pas encore. Mais en fonction du système de valeurs dominant, on ne peut, avec l'antimatière, guère faire de choses «plus intelligentes» que de construire des bombes.

3. Avec les bombes à antimatière, on pourrait contourner le désarmement et la non-prolifération nucléaire parce que leur principe physique est un peu différent de celui des bombes classiques (à fission et à fusion).

(Traduction *Horizons et débats*)

«Un système bancaire ancré ...»

suite de la page 1

Qu'est-ce qui se passe alors si Ben Johnson perd son boulot et ne peut plus payer ses intérêts? La banque régionale qui a accordé l'hypothèque originale n'a plus rien à voir dans cette affaire. Puisqu'elle a revendu la créance et en a transféré les risques à *Freddie!* Plus personne avec qui examiner calmement la situation. L'établissement financier de Shanghai ne peut sûrement pas s'en charger, il ne connaît pas Ben Johnson. Le créancier de Shanghai et le débiteur Ben Johnson de Santa Barbara n'entretennent aucun contact d'aucune sorte. Et donc on en arrive très vite à la vente aux enchères forcée de sa maison. Les prix de l'immobilier s'étant effondrés aux USA, on n'en tire pas grand-chose et *Freddie* enregistre une perte. Le titre (créé par la banque) perd de sa valeur.

Les avantages de la titrisation

Quels avantages les banques trouvent-elles à titriser? Reprenons notre exemple: la banque régionale de Santa Barbara a revendu la créance de Ben Johnson et a touché de l'argent. Avec cet argent elle a pu accorder une nouvelle hypothèque, qu'elle a revendue, et ainsi de suite. Le volume des crédits est multiplié plusieurs fois. Les bénéfices éventuels s'accroissent dans les mêmes proportions. C'est aussi ce que pensent *Fannie* et *Freddie*. Eux aussi revendent leurs créances (sous forme de titres), eux aussi retirent de l'argent de la vente, eux aussi créent de nouvelles hypothèques et ainsi de suite. C'est principalement par le biais de ces mécanismes et d'autres semblables que *Freddie* et *Fannie* ont atteint des proportions incontrôlables, jusqu'à financer la moitié des prêts hypothécaires aux USA;

Quels avantages en ont retiré les banques participantes? Les titrisations étaient une affaire lucrative pour tous ceux qui y étaient impliqués. Les employés ont sans doute touché des bonus (des primes). Et les actionnaires aussi en ont retiré grand profit. En 1990, lorsque la «titrisation» et le commerce des crédits hypothécaires a démarré, on pouvait acquérir une action de *Fannie* pour 10 dollars. En 2000 il en fallait déjà 100. Ces dernières semaines, plus dure a été la chute. Les actions de *Fannie* et *Freddie* ne valent plus que quelques cents. Les actionnaires ont perdu la totalité de leur mise de fonds, l'Etat étant désormais le nouveau propriétaire.

Quelles proportions?

Maintenant: quelles proportions a prises cette «affaire de titrisation»? *Thomas J. Jordan* avance un montant total de 6500 milliards de dollars pour l'ensemble des crédits hypothécaires américains titrisés de cette manière ou d'une autre voisine et revendus à des établissements financiers du monde entier (principalement des banques, assurances, «hedge funds» etc.) C'est nettement plus que la totalité des obligations fédérales et industrielles des USA. L'endettement hypothécaire des USA a donc été en grande partie externalisé. Cela signifie que l'Europe et l'Asie assurent une part élevée du financement des maisons et appartements américains.

Des crédits trop élevés et imprudemment accordés

Revenons à l'histoire de Ben Johnson. L'employé qui lui a accordé son crédit hypothécaire n'a pas examiné ses revenus ni ses avoirs, ou de manière très superficielle. Ce qui pourtant va de soi dans pareille affaire. Il s'agit finalement de sommes importantes. Pourquoi cet employé ne l'a-t-il pas fait? Tout simplement, il sait qu'il va revendre cette hypothèque à *Freddie*. Ensuite ce ne sera plus son problème. Si Ben Johnson ne paie plus ses intérêts, cela ne l'empêchera pas de dormir. D'autres auront à s'en occuper. Et il en va de même pour l'employé de *Freddie*. Il emballe l'hypothèque dans un titre et revend le tout. Le titre atterrit quelque part sur cette planète dans un établissement financier qui vise des dividendes alléchants.

Un tel scénario a dû se répéter des millions de fois. Comme l'a exposé *Thomas J. Jordan*, on a accordé des crédits hypothécaires pour acheter des maisons sans que le débiteur ne dispose d'un avoir personnel ni que l'employé de banque ait vérifié sérieuse-

ment ses revenus. C'était pour presque tout le monde un jeu d'enfant que d'obtenir un tel crédit. Acheter des maisons avec l'argent des autres devint une mode. Les banques n'y regardaient pas de si près. C'est ce qui donna naissance entre 2003 et 2006 à un véritable boom de l'immobilier. Les prix grimpaient vertigineusement d'année en année. Il arriva aussi qu'on prenne des hypothèques pour financer l'achat d'autos ou des vacances. Pourquoi pas? Les banques n'y regardaient pas de si près. La planche à billets américaine nourrit, elle aussi, le boom, en injectant beaucoup d'argent dans le circuit bancaire. Les années 2003 à 2006 furent une grande fiesta. Mais toute fiesta a une fin. En juillet 2007 la fête était finie.

Avant de poursuivre notre histoire, ajoutons quelques mots sur les titres que *Fannie* et *Freddie*, ainsi que d'autres établissements hypothécaires du même type, ont mis en circulation.

MBS et CDO

Ce qui suit est également très simplifié: Comme il a déjà été dit, la banque regroupe un nombre important de créances hypothécaires en un seul pool et les transforme en titres. La forme classique de tels titres est le MBS (*Mortgage Backed Securities*). Une autre, encore moins réglementée et comportant encore plus de risques est le CDO (*Collateral Debt Obligations*). Où est le problème? En regroupant de nombreuses créances hypothécaires personnelles en un seul titre, on s'y perd facilement. Qui sont ces gens qui me doivent de l'argent? Puis-je leur faire confiance? Et cela se complique vraiment quand ils habitent à l'autre bout du monde, dans un autre espace culturel. On ne sait plus très bien quelle est au juste la valeur de ces titres. Et l'on peut en dire autant du spécialiste chargé de contrôler la sécurité de ces titres. On connaît des exemples d'agences de rating (*notation*) renommées, comme *Moody's* et *Standard and Poors*, qui ont donné la note maximale (AAA) à de telles créances. En réalité elles ne valaient que la moitié de leur valeur nominale. Le MBS et le CDO ont ainsi acquis une réputation de «pochettes surprise».

Mais désormais les abréviations du type MBS ou CDO font l'effet des couleurs répulsives du règne animal. Le jaune éclatant de la salamandre signifie «Laisse-moi tranquille ou gare à ton estomac!» On les évite et elles perdent leur valeur. Les banques et assurances détentrices de ces titres ont dû recourir à des annulations massives de titres.

«Même la banque la plus solide n'y résistera pas»

L'insouciance avec laquelle les banques américaines accordaient des crédits s'est peu à peu ébruitée, et les prix honteusement surévalués de l'immobilier ont commencé à baisser. Et les créances hypothécaires ont fini par n'être plus couvertes. Les banques ont augmenté leurs taux et exigé d'être remboursées. Il s'en est suivi des cessations de paiement et des mises aux enchères forcées.

Les établissements financiers du monde entier qui détenaient des billions en MBS et/ou CDO ont pris peur et tenté de revendre leurs titres. Et il ne s'est trouvé personne pour les acheter. C'est ainsi qu'a débuté la crise, en juillet 2007. Depuis elle dure; aucune sortie n'est en vue.

Depuis janvier 2008, plus de 1,4 millions d'enchères forcées ont eu lieu. Les taux de défaillance ne concernent pas seulement les hypothèques à bonus faibles (*subprimes*). Même des hypothèques dites «premières» (*prime*) sont touchées. Les prix de l'immobilier s'étant effondrés, *Fannie* et *Freddie* ont subi de lourdes pertes, et les valeurs de leurs titres se sont à leur tour effondrées. C'est ce qui a provoqué leur banqueroute.

La titrisation – une tendance mondiale

La titrisation de créances hypothécaires n'est pas un phénomène propre aux USA. Nous retrouvons la même tendance – comme *Thomas J. Jordan* l'a exposé dans sa conférence – en Allemagne, Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Italie et en Espagne. En Suisse il n'y a pratiquement pas eu de titrisations. Il est notable, par exemple, que le département des hypothèques de l'UBS s'est gardé de titriser ses propres créances et de les externaliser sur le marché mondial. Ses investisseurs

(aux USA) ont en revanche acheté du MBS, CDO et consorts pour le montant effarant de 80 milliards de francs suisses [= 50 milliards d'euros]. La banque a dû ramener la valeur de ce montant à 40 milliards de francs suisses [= 50 milliards d'euros] et traverse la pire crise de toute son histoire.

Vers une fin de la titrisation?

Depuis le début des années 90 les créances hypothécaires sont titrisées et mises sur le marché mondial des capitaux. Dans le cadre de l'OMC elles sont pratiquement devenues une marchandise. *Fannie* et *Freddie* en ont commercialisé pour environ 2000 milliards de dollars [= 1400 milliards d'euros, 2230 milliards de francs suisses]. Ce qui a fait d'elles des stars de la Bourse et a permis à leurs dirigeants de se dorer sous les projecteurs de Wall Street. Les conséquences en sont dévastatrices, nous le voyons bien aujourd'hui. Les créances hypothécaires sont-elles vraiment faites pour le libre échange globalisé? La débâcle actuelle signifie-t-elle la fin des «titrisations»?

Thomas J. Jordan, parlant en tant que membre de la direction générale de la *Banque nationale suisse* a tenu en mai 2008 des propos prudents. Les titrisations ont des avantages pour la levée de capitaux. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Le problème, c'est le risque, lié à chaque créance hypothécaire, et qui est tout simplement revendu avec elle. *Thomas J. Jordan* a recommandé des contrôles et des réglementations plus stricts. Mais c'était au printemps 2008. Depuis la situation s'est considérablement aggravée.

Freddie et *Fannie* ont fait faillite et ont été nationalisés, dettes comprises. C'est l'agence de surveillance fédérale qui est maintenant en charge de l'affaire et elle souhaite réduire progressivement la taille de ces entreprises. C'est au contribuable américain de payer les dettes. A combien se montent-elles? Personne ne le sait exactement. Le ministre des Finances, *Paulson*, parle de 200 milliards de dollars qui resteront sans doute à la charge des contribuables. Les comptes de *Fannie* et *Freddie* font état d'un passif de 2000 milliards environ, principalement en obligations (*bonds and notes*). Ainsi que la télévision suisse l'a dit dans son émission économique *Eco*, les deux banques (et aujourd'hui l'Etat) doivent être les garants, directs ou indirects, de 12000 milliards de dollars de créances hypothécaires. Soit 40000 dollars par tête d'habitant. Les conséquences sont incommensurables. «*Qui peut payer ça, qui a tant d'argent? ...*»

Pourquoi pas la faillite?

Pourquoi *Fannie* et *Freddie* ne se déclarent-ils pas tout simplement en faillite, comme l'a fait *Swissair*? Tous les actionnaires perdront leur argent, et les créanciers récupéreront peut-être 10 à 15% de leurs avoirs. Puis l'entreprise – fortement amaigrie – poursuivra sa route tant bien que mal. Ce serait la solution la plus simple pour Washington. Mais justement ce n'est pas si simple. La plus grande partie des créanciers sont des étrangers. La Banque centrale chinoise détient, dit-on, pour 600 milliards de dollars de titres émis par *Fannie* et *Freddie*, la Banque centrale russe, 100 milliards. Au total, plus de la moitié de ces créances se trouvent en Europe ou en Asie. «Si le gouvernement US accepte la faillite, c'est la fin du système financier international» explique à l'agence de presse *Bloomberg* un ex-conseiller de la Banque centrale chinoise, *Yu Yongling*. Personne ne doute que les Chinois et leurs énormes réserves de dollars ne soient à même de mettre en danger le système financier mondial. Cette histoire est donc une véritable bombe politique.

En outre, on part du principe que *Fannie* et *Freddie* sont tout simplement trop gros pour se permettre une faillite (*too big to fail*). Ils ont financé plus de la moitié des hypothèques américaines. Les conséquences d'une faillite aussi gigantesque seraient incalculables. Qu'on se souvienne du «tremblement de terre» qu'a déclenché la faillite d'une entreprise petite en comparaison, *Swissair*. Wall Street a applaudi à la nationalisation de *Fannie* et *Freddie*. Comme si l'Etat était Dieu lui-même, le Tout-puissant. Beaucoup de créanciers dans le monde entier ont respiré à nouveau. Ils espèrent, ils comptent bien qu'il n'en ira pas pour eux comme pour

les créanciers de *Swissair*. Mais Washington a pris en charge une énorme hypothèque. En outre *Fannie* et *Freddie* ne sont pas les seuls à avoir besoin du secours de l'Etat. Plus de 100 banques américaines figurent sur la liste de ceux qui sont gravement menacés. Presque chaque jour on annonce de nouvelles catastrophes, qui touchent même de très grandes banques. Ces jours derniers *Lehman Brothers* s'est effondrée.

Des crédits hypothécaires, oui mais individuels et ancrés dans leur région

Comme on l'a montré ici, les hypothèques ne sont nullement adaptées au commerce mondial régi par le libre échange. Il y a de solides raisons pour ne pas les titriser et les externaliser sous forme d'obligations. Les hypothèques sont une affaire individuelle. En Suisse le débiteur est conseillé, suivi et accompagné par sa banque, y compris en cas de difficultés. C'est tout particulièrement le cas des banques régionales et coopératives. Le réseau des banques *Raiffeisen** par exemple fait entrer l'emprunteur dans une coopérative, il fait partie de «la famille». Il est de ce fait totalement impensable d'externaliser, de titriser et de vendre sa créance hypothécaire, transformée en obligation, à Shanghai ou n'importe où ailleurs.

A la différence de *Thomas J. Jordan* je conclurai très clairement. C'est une erreur de titriser les hypothèques individuelles et de les vendre dans le monde entier. Une orientation plus régionale et nationale possède par exemple l'avantage de conduire un peuple à épargner pour financer lui-même ses maisons et appartements. C'est justement ce que ne font pas les Américains.

Un peu d'optimisme

Ne terminons pas sur une note trop sombre. Revenons-en donc pour finir à nos deux financeurs hypothécaires suisses au nom peu poétique: la *Banque des lettres de gage d'Etablissements suisses de Crédit hypothécaire* et la *Centrale des lettres de gage des banques cantonales suisses*. Il y a 78 ans qu'ils font bien leur boulot. Ils n'ont pas fait perdre un seul franc suisse tout au long de ces années agitées. Leurs actions ne sont pas cotées en Bourse. Elles sont orientées vers le régional et le national. Ces banques font un travail sérieux et discret, n'ont pas «titrisé» de créance hypothécaire pour en faire commerce et ne sont pas entichées de dividendes élevés. Nombre de Suisses et Suissesses ignorent jusqu'à leur existence. Pour *Thomas J. Jordan* ce sont des exemples à suivre pour le système financier international. Leurs méthodes sont conformes aux «vieilles» vertus bancaires. Celui qui suit les explications de *Jordan* en retire l'impression qu'elles seront toujours là dans un siècle. Et de nos jours on ne peut vraiment pas en dire autant de toutes les banques. •

(Traduit par *Michèle Mialane* et révisé par *Fausto Giudice/Tlaxcala*)

* Banques coopératives inspirées par *Friedrich Wilhelm Raiffeisen*, réformateur social allemand (1818-1888), l'un des promoteurs du mouvement coopératif dans les pays germaniques (NdIT)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €
ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Attaques verbales déchaînées des médias occidentaux envers la Russie

Il faut en finir avec la manipulation des populations par de fausses informations

thk. La campagne des médias contre la Russie ne connaît plus de bornes. En ouvrant son journal, on trouve à coup sûr un article qui est dirigé contre la Russie, bannissant ce pays dans le «royaume du Mal». La machine des médias soumis aux Américains fonctionne parfaitement. Une enquête menée auprès d'étudiants et demandant qui avait commencé la guerre dans le Caucase, a donné une image désolante: plus du 90% d'entre eux pensaient que c'était la Russie qui avait commencé la guerre puisqu'on le lisait partout.

Le fait qu'un des plus grands quotidiens suisses ait, dans son édition de fin de semaine du 13/14 septembre, publié une page entière sur le pacte de Varsovie – créé il y a plus de 50 ans et obsolète depuis bientôt 20 ans et dont les anciens pays-membres se trouvent tous, sauf la Russie, dans les griffes de l'OTAN – en mettant en avant sa velléité de déclencher une guerre atomique contre l'Europe, correspond parfaitement à cette campagne de diffamation. Rajoutons à cela que les deux auteurs allemands de cet article insinuent de même qu'il serait préférable pour notre pays de se joindre à l'OTAN – un aspect supplémentaire faisant partie de la campagne contre la Suisse menée depuis l'Allemagne (cf. *Horizons et débats* n° 33 du 18 août 2008).

Tout ceci n'étonnera pas qui a lu le livre «Operation Balkan» de Jörg Becker et Mira Beham (présentation de l'ouvrage dans *Horizons et débats* n° 9 du 10 mars 2007). Les médias dépendent pour une bonne part des agences de relations publiques américaines. De plus, entretenir un correspondant sur place revient trop cher, ce qui fait que les journaux

repreignent sans vérification les nouvelles uniformisées. Pendant le conflit des Balkans, on assista à une stratégie de propagande bien orchestrée: il s'agissait de diaboliser les Serbes et de les rendre responsables de tout. La vérité n'était plus de mise, c'était la stratégie qui déterminait la réalité.

La Russie se trouve depuis quelque temps déjà sur la liste des stratèges des médias. Depuis environ un an, on peut lire de plus en plus souvent des critiques dans les médias allemands et anglais qui dénoncent la Russie comme étant un pays «antidémocratique», «non fiable» et «menaçant» – les vieux clichés qui datent du temps de la guerre froide et qui sont repris maintenant par la plupart des médias. On en appelle aux vieux ressentiments pour les présenter aux lecteurs comme des vérités. C'est dans cette stratégie qu'on peut placer l'article évoqué ci-dessus.

Cependant, la réalité du conflit du Caucase est toute autre: dans la nuit du 7 au 8 août 2008, l'armée géorgienne a attaqué tant les troupes de paix russes, tuant 19 de leurs soldats, que la ville de Tskhinvali, capitale de l'Ossétie du Sud, la bombardant massivement et la réduisant pratiquement en cendres. C'est au vu de cette agression militaire que la Russie a réagi et entrepris une contre-offensive. Toutefois, ce qui fut au début évident pour tous – que la Géorgie avait déclenché la guerre contre l'Ossétie et contre les troupes de paix russes qui y étaient stationnées – ne correspondait pas à la conception de désinformation préparée. Du coup, on déclara la réaction de la Russie, entièrement conforme au droit international, comme étant disproportionnée. Cela permit aux médias de déformer

la vérité. La victime devint l'agresseur et on mit la Russie au pilori. Les médias présentèrent des photos d'une ville saccagée, prétendant qu'il s'agissait de la ville géorgienne de Gori après les bombardements russes. En vérité, ces photos représentaient la capitale de l'Ossétie du Sud, Tskhinvali, dévastée par les Géorgiens. Voilà ce qu'il en est de la liberté et de l'honnêteté de la presse.

Un accord d'armistice, élaboré entre l'UE, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, et la Russie, fut accepté par cette dernière et mis en œuvre dans les temps et selon le développement de la situation. Mais dès le premier jour, les médias déclarèrent presque uniformément que la Russie ne respectait pas ce qui était convenu, sans toutefois donner de précisions. On ne se donna pas la peine d'évoquer le rôle de la Géorgie et de son plus proche allié, les Etats-Unis. On évita soigneusement de préciser que cette agression n'aurait pu avoir lieu sans les armes fournies par les Etats-Unis. On n'aborda pas non plus le fait que l'«aide humanitaire» des Américains pour la Géorgie fut apportée par des navires de guerre, ce qui était une façon de provoquer ouvertement la Russie. A part ça, il faut savoir que le budget militaire de la Géorgie a augmenté de 3000% depuis l'année 2003.

Il est tout de même curieux qu'il y a sept ans le monde entier ait soutenu les Etats-Unis dans leur guerre contre l'Afghanistan, une violation flagrante du droit international, – «Aujourd'hui nous sommes tous Américains» fut la devise stupide d'alors – et qu'il n'y eut aucune critique un tant soit peu sérieuse contre cette guerre ayant pour cible un des pays les plus pauvres du monde, avec les armes les plus sophistiquées, et en bombardant de préférence les populations civiles. Ni à l'époque ni aujourd'hui on ne s'est aventuré à parler de disproportion lorsque des bombes à l'uranium sont lâchées de 10000 mètres d'altitude sur des innocents. Depuis plusieurs jours, les Etats-Unis attaquent le Pakistan avec des missiles, tuant des civils – on n'entend aucune protestation. Quand on en parle dans nos médias, c'est pour évoquer ce phénomène comme étant parfaitement normal.

Il paraît que l'«ours russe» s'est réveillé. C'est ce que les médias et les gens qui les influencent voudraient faire croire aux populations. Mais là aussi les faits sont manifestes. Car ce sont bien les Etats-Unis et leurs alliés qui déclenchent des guerres de par le monde depuis 1990: en 1991 contre l'Irak, en 1993 contre la Somalie, en 1994 et 1999 contre la Bosnie et la Serbie, en 2001 contre l'Afghanistan, en 2003 contre l'Irak, en 2008 contre le Pakistan et en 2009 contre ...? ou en 2010 contre ...?

Le budget militaire américain engloutit 600 milliards de dollars par an, sans compter le coût des guerres en Irak et en Afghanistan. Le budget russe se contente de 34 milliards, ce qui est, en comparaison, plutôt modeste.

USA: la Chine peut s'assurer son approvisionnement en pétrole iraquien

La compagnie pétrolière chinoise CNPC et l'Irak ont signé fin août un contrat de plusieurs milliards pour l'exploitation de la nappe de pétrole El-Ahdab située au sud de Bagdad. De ce fait, un tiers des réserves pétrolières iraqiennes sont à disposition de la Chine. Le contrat renouvelle et remplace le traité conclu en 1997, selon lequel un droit d'exploitation est garanti à Pékin pour une durée de 23 ans au prix de 700 millions de dollars. D'après des informations de milieux diplomatiques, environ 3 milliards de dollars vont être versés pour les droits maintenant illimités dans le temps. Un accord de *set-fee*, c'est-à-dire un prix fixe par baril a été conclu.

La capacité de production journalière s'élève à environ 2,5 millions de barils soit encore environ un cinquième (500 000 barils) en dessous de la moyenne habituelle journalière avant l'invasion US-américaine.

Source: *Vertrauliche Mitteilungen* n° 3787 du 9/9/08

me. Comment? On affirme que les USA sont bien en selle en Irak, et pourtant un tiers du pétrole quitte le pays en direction de la



Becker, Jörg/Beham Mira, *Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod*. Baden-Baden 2006. ISBN 3-8329-1900-7

Lorsqu'on dépense autant d'argent pour les armements, il ne s'agit pas d'en remplir les musées, mais bien de préparer d'autres guerres. Ce qui exige de nous, Européens, de garder la tête froide et de nous opposer à la politique américaine de domination. Si les Etats-Unis devaient prévoir avec leurs vaisseaux une guerre contre la Russie, cela se terminerai en désastre pour tous les pays. Ce n'est tout de même pas cela que nous voulons!

Images au service de la guerre

go. Sous le titre «Impressions du Caucase», le «Neue Zürcher Zeitung» du 25 août 2008 a commenté les images publiées dans «Le Monde» par le journaliste Bernard-Henri Lévy. Images qui proviennent de sa visite en Géorgie pendant deux jours et demi. Le journal Web Rue89 a interrogé ses compagnons de voyage et d'autres observateurs sur place. Le témoignage qui a été présenté par Lévy n'est pas la réplique exacte des lieux et actes. Lévy exagère: 30 véhicules russes deviennent «un long convoi d'au moins 100 véhicules». Ou il invente tout simplement: «Ils [les Russes] ont brûlé et pillé la ville. Ils l'ont transformée en ville fantôme.» La députée de l'Union européenne et accompagnatrice du voyage, Marie-Anne Isler-Béguin, a déclaré au contraire que les voitures avaient dû s'arrêter à 1,5 kilomètres de Gori. Personne n'a pu constater quelle était la situation dans la ville.

Pourquoi, en Suisse, on s'en prend aux Russes

L'orientation de la campagne médiatique en Suisse

rt. Dans un certain nombre de médias importants (*Neue Zürcher Zeitung*, radio suisse allemande DRS) on distille des informations comme quoi la situation aurait changé, et que la Russie représenterait une menace pour l'«Occident» (cf. article ci-dessus).

Ce n'est pas que la façon de parler du conflit en Géorgie qui donne dans la manipulation, cela se répand aussi dans d'autres domaines. C'est très consciemment que des photos de l'intervention des Russes à Prague en 1968 ont été associées à la crise géorgienne – l'Union soviétique (la Russie) comme agresseur désigné – et finalement, depuis quelques semaines, on en revient à mener des campagnes de désinformation comme lors de la guerre froide. On alimente

une nouvelle fois l'inconscient des gens avec d'anciens clichés de l'ennemi.

C'est ce à quoi on s'adonne, pendant que les géostratèges américains prennent la Russie dans un état – missiles américains en Pologne et en République tchèque, occupation de l'Afghanistan, la base militaire Camp Bondsteel au Kosovo et finalement l'attaque de la Géorgie contre l'Ossétie du Sud, soutenue par les Etats-Unis. Il s'agit de dresser un front mental qui pourra alors être suivis d'actes: on met en place le terreau émotionnel qui permettra à une soi-disant communauté de défense de réagir contre un «ennemi dangereux». On appelle cela de la propagande de guerre. L'un des objectifs est de préparer les esprits des citoyens suisses à la transformation de leur armée de manière à ce qu'elle soit à l'avenir entièrement compatible avec les troupes de l'OTAN.

Une série d'articles publiés par la «Neue Zürcher Zeitung» et donnant la parole à des stratèges militaires allemands, qui semblent ignorer de surcroît les principes du droit international, devait préparer le terrain pour le débat sur l'avenir de l'armée suisse au Conseil national qui aura lieu cette semaine (cf. *Horizons et débats* n° 37 du 15 septembre 2008). Il en va de même avec le rappel des anciens plans d'agression du pacte de Varsovie des années 70 («Neue Zürcher Zeitung» du 13 septembre, cf. l'article ci-dessus). Dans l'ensemble de l'actualité, il s'agit de donner l'impression que la neutralité de la Suisse ne sert plus à rien et que seule l'adhésion à une puissante alliance militaire peut sauver le pays des griffes des «méchants Russes». Cet appel fatal à rejoindre une alliance rappelle de manière désagréable la politique de ralliement des années 30.

Ce déferlement de propagande des médias laisse le lecteur rêveur. Où donc sont passées les réflexions pour éviter une escalade? Pense-t-on encore à la façon constructive d'appliquer les principes du droit international, comme c'est exigé de toutes les nations? Où trouve-t-on une critique, ne serait-ce qu'en marge, de la géopolitique américaine? Qui informe sur la vie de la population russe, avec ses soucis et ses difficultés? Et où donc a passé l'indépendance rédactionnelle?

rt. «Horizons et débats» informe régulièrement à propos de la désinformation, des campagnes médiatiques et des activités des officines de relations publiques, dont le but est d'empêcher la réflexion indépendante, de susciter de manière ciblée certains sentiments, bref de manipuler. On sait depuis Joseph Goebbels, le ministre de la propagande de Hitler, que les médias (textes, images, films, musique, documents sonores) jouent un rôle central dans ce domaine. Les techniques de manipulation ont été affinées au cours des 70 dernières années, divers «domaines scientifiques» s'en préoccupent. Aujourd'hui, on produit de vastes tapis de propagande. On ne produit pas simplement une seule manipulation grossière, mais c'est tout un tissu de demi-vérités ou de «faits» choisis avec précision qui est diffusé de façon ciblée, pendant des mois, voire des années. C'est ainsi qu'on forme les esprits. Les gens ont le sentiment de se faire une idée par eux-mêmes. En n'y regardant que de manière superficielle on ne se rend pas compte que ces idées sont éveillées subrepticement. Mais cela fonctionne uniquement si on n'y regarde que de manière superficielle ...

Un avenir sans OMC

par Reinhard Koradi, Dietlikon

Pourquoi les peuples se laissent-ils imposer une forme d'économie qui les prive de toute liberté décisionnelle et de toute marge de manœuvre dans la réalisation de leurs politiques économiques et sociales?

Il ne faut pas que les gouvernements, les représentants du peuple, les citoyens et les citoyennes se soumettent de manière pusillanime aux diktats de l'OMC. Il faudrait fixer des limites claires – conformes aux besoins fondamentaux des économies nationales – à cette organisation qui se met sans réserve au service des riches et des multinationales. Le libre-échange mondial que l'OMC fait avancer brutalement menace les bases existentielles des peuples et viole massivement leur droit à l'autodétermination.

Pourtant les représentants des gouvernements et les lobbyistes vantent le libre-échange et la libéralisation de la production et de la commercialisation des marchandises et des services comme étant une arme absolue contre la pauvreté et la faim. On propage l'idée selon laquelle la croissance économique apporte la prospérité. Mais ce que nous voyons est une réalité toute différente, une sombre réalité. Les riches s'enrichissent alors que la pauvreté et la faim touchent de plus en plus de personnes. La concurrence, propice aux innovations, entre les divers systèmes économiques (économie de marché, économie sociale de marché, systèmes démocratiques et dictatoriaux) est éliminée. En lieu et place d'une réelle concurrence portant sur l'efficacité et la qualité, nous assistons à un processus de nivellement et d'harmonisation qui étouffe tout progrès et appauvrit l'homme et la nature. Les structures d'une économie compétitive vitale et humaine (dimensions des entreprises et structures des secteurs industriels hétérogènes dans des espaces restreints, dont on peut se faire une idée d'ensemble) ont été balayées par les raz de marée provoqués par les flux financiers et les marchés sont monopolisés par les multinationales.

Une économie humaine

Ces dernières années, l'économie des capitaux a supplanté l'économie nationale. L'économie fondée sur les besoins des hommes à l'intérieur des pays (ce qui n'exclut d'ailleurs pas des activités économiques par-delà les frontières) a cédé la place à un système économique néolibéral orienté unilatéralement vers la production de richesses. Un profond changement de valeurs a eu lieu. Maintenant,



Il ne faut pas «retirer au peuple le contrôle des approvisionnements de base, qui garantissent les besoins existentiels des hommes, et l'abandonner au marché.» (photo caro)

l'homme doit servir l'économie en tant que facteur de production et de consommation. Ceux qui ne répondent pas aux exigences économiques sont écartés. Tout ce qui vit doit être utilisé de manière commerciale et devenir plus efficace. On adapte au marché grâce à des réformes et à des restructurations les institutions et les domaines d'activités qui avaient pour objectif le bien commun et la solidarité entre les hommes. On veut retirer au peuple le contrôle des approvisionnements de base, qui garantissent les besoins existentiels des hommes, et l'abandonner au marché. Selon les néolibéraux, l'Etat et les communes ne sont pas capables de diriger des entreprises de manière rentable et ils demandent que l'on abandonne les approvisionnements de base à des entreprises privées. Or il faut dénoncer cette argumentation comme étant une attaque dissimulée dirigée contre les Etats nations. Un approvisionnement intact et efficace renforce la solidarité entre les hommes et constitue le ciment nécessaire entre les nations.

La théorie économique néolibérale ne voit dans les approvisionnements de base qu'un marché d'avenir possédant un potentiel de croissance considérable. Les entreprises privées – surtout leurs bailleurs de fonds – ont pour unique objectif de s'emparer de ces approvisionnements afin de s'enrichir très vite. Or dans ce secteur, les privatisations sont en totale contradiction avec la mission publique

consistant à mettre les produits et les services à la disposition de tous les hommes, indépendamment de leur pouvoir d'achat. L'optimisation du profit par des monopoles supprime sans offrir de contrepartie l'exigence démocratique de participation, d'égalité des chances, de solidarité et de subsidiarité. L'argument du désendettement des communes que permettent les privatisations ne résiste pas à un examen approfondi. Les infrastructures (chemins de fer, poste, réseau routier, etc.), l'approvisionnement en énergie et en eau, l'école et la santé publique doivent être aux mains de l'Etat. Les pouvoirs publics ont prouvé leur capacité à diriger des entreprises avec succès. Le succès obéit ici à d'autres critères et est évalué uniquement par les citoyens responsables. Il y a certainement d'innombrables exemples qui le prouvent.

La Suisse, par exemple, pays pauvre en ressources naturelles, a fondé sa puissance économique sur le développement prévoyant et responsable du secteur public. Le libre accès des citoyens aux biens publics vitaux (qui d'ailleurs sont financés par les taxes et les impôts) n'a pas seulement renforcé la solidarité dans le pays, mais a aussi ouvert un espace à la pensée et à l'action entrepreneuriales. Avec les ravitaillements de base, il a posé la première pierre d'une Suisse compétitive. Cette compétitivité a son origine notamment dans l'accord de paix entre les par-

tenaires sociaux et la sécurité qui en résulte ainsi que dans la volonté et la capacité de travailler ont ancrés dans l'esprit de la population active. Si l'on complète ces conditions par la responsabilité individuelle et la solidarité, l'économie peut accomplir ces missions au sein de la communauté et apporter à tous les citoyens une meilleure qualité de vie. Or cela ne peut être réalisé que dans un cadre restreint et national et nécessite une politique économique qui vise sérieusement une répartition équitable des revenus, le plein emploi, la sauvegarde de l'avenir, des prix stables et des budgets équilibrés. L'ordre économique global néolibéral ne peut pas répondre à ces exigences. Il n'y a donc qu'une chose à faire: le refuser catégoriquement.

Eliminer l'OMC, catalyseur de la mondialisation

Le monde financier des riches a trouvé dans l'OMC un partenaire puissant pour la commercialisation globale. Ainsi, les Etats perdent le moyen de déterminer librement l'orientation économique de leurs pays. La mondialisation et la privatisation pillent les biens publics. La prise en charge des missions publiques par des entreprises privées est un cheval de Troie. Elle met les citoyens sous tutelle, elle retire aux autorités leurs responsabilités et anéantit le bien public. Trop souvent des entreprises publiques sont bradées. La plupart du temps ce sont des trusts qui se chargent de l'énergie, de l'eau, du réseau ferroviaire, des hôpitaux et d'autres entreprises publiques. En lieu et place de la concurrence, les citoyens subissent la perte de leur participation, l'augmentation des taxes et des tarifs et une baisse de qualité considérable.

Voilà pourquoi il faut combattre la privatisation et la libéralisation. Il faut inviter les autorités à prendre au sérieux leur mission en matière d'approvisionnements de base. Les domaines dits sensibles doivent au moins être soustraits à l'influence de l'OMC. Les approvisionnements de base n'ont pas leur place dans les accords de l'OMC. Il est du devoir des Etats de les garantir. Et s'ils sont confrontés à leurs limites, ce sont les citoyens qui doivent agir et non des entreprises privées. Il n'y a guère de domaine qui ne puisse être géré en coopérative pour le bien des personnes concernées. La responsabilité individuelle, la solidarité et l'acceptation de l'effort personnel sont plus prometteuses que l'appel aux contraintes de l'OMC et aux bailleurs de fonds privés. •

La centralisation est une étape vers la marchandisation de notre système scolaire

par Alfred Burger et Armin Hofmann

La première votation sur l'adhésion au concordat HarmoS a lieu le 28 septembre dans le canton de Lucerne. Sous le slogan «HarmoS ist nicht harmlos»,* les adversaires d'HarmoS se sont rassemblés dans un comité apolitique. Ils voient dans le projet une réduction dangereuse des droits démocratiques et fédéraux qui ont permis jusqu'ici d'adapter l'école au bien-être de l'enfant, aux besoins des parents ainsi qu'aux réalités locales et cantonales. Un centralisme étranger à l'esprit suisse doit imprégner le système scolaire.

HarmoS signifie «Accord intercantonal sur l'harmonisation de l'école obligatoire». Le terme lui-même montre que l'on cherche à enjoliver la réalité. A vrai dire, il ne s'agit pas d'une harmonisation mais d'une synchronisation centraliste des écoles de tous les cantons. HarmoS uniformise pour la première fois la durée et les objectifs principaux des différents niveaux scolaires ainsi que les transitions entre eux. En même temps, l'âge de la scolarisation est le même pour tous les cantons qui ont adhéré au concordat.

Aucun parlement cantonal ne peut délibérer et voter sur les différents articles d'HarmoS. Ils ne peuvent qu'approuver ou refuser le tout. Les citoyens n'ont rien à dire non plus. En approuvant HarmoS, on prive son canton de tout pouvoir en matière d'école primaire. Un retrait du concordat n'est possible qu'au moyen d'une initiative populaire

et la procédure prend en général cinq à sept ans. Le concordat une fois approuvé, les cantons membres doivent accepter toutes ses décisions et les appliquer. La population n'a plus rien à dire sur l'évolution de l'école primaire.

On justifie l'uniformisation notamment par la mobilité croissante de la population. C'est une astuce de propagande qui doit convaincre la population de la prétendue nécessité d'HarmoS. En réalité, la plupart des familles restent fidèles à leur canton. Nous ne devons donc pas sacrifier, contre l'intérêt de la majorité, notre système scolaire fédéraliste, qui a fait ses preuves, au profit d'une uniformisation centraliste.

HarmoS entrera en vigueur si dix cantons adhèrent au concordat. On espère que ceux qui ne participeront pas parce que le Parlement du canton ou la population mettent leur veto, céderont à la pression du groupe des dix. C'est un procédé antidémocratique délibéré qui ne convient pas à la tradition politique de la Suisse.

Restructuration de l'école primaire

HarmoS prévoit entre autres la scolarisation des enfants dès quatre ans. Ainsi, les parents doivent abandonner plus tôt que jusqu'à présent la garde de leurs enfants. Le droit des parents d'éduquer leurs enfants est transféré de plus en plus à l'école. Ceux-ci sont scolarisés prématurément et l'école maternelle, qui a

fait ses preuves, est abolie au profit d'un cycle élémentaire de trois à quatre ans. Le primaire dure donc huit ans et le secondaire trois ans.

En outre, depuis des années, la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP) veut réaliser l'«enseignement intégratif». Les classes spécialisées destinées aux élèves peu doués ou difficiles sont supprimées. On doit enseigner tous les élèves dans des classes régulières. Cependant, une intégration indifférenciée et générale défavorise aussi bien les élèves forts que les faibles. Cela va conduire inévitablement à un nivellement par le bas. L'enseignement ne sera alors possible que grâce à l'«individualisation». Cela veut dire que chaque élève travaillera pour lui-même – l'enseignement destiné à l'ensemble de la classe, qui a fait ses preuves, sera donc aboli. De nombreuses études scientifiques montrent pourtant que ce sont avant tout les élèves faibles qui en souffrent.

Avec le concordat, l'intégration peut être introduite à tout moment de manière générale sans que personne ne puisse dire quoi que ce soit. Presque personne ne sait que notre pays a signé en 1994 la «Déclaration de Salamanque» sans en informer la population. Elle prévoit que les enfants qui ont besoin d'une aide particulière ne seront plus enseignés dans des classes spéciales. Cela signifie qu'en Suisse et dans l'ensemble de l'Union européenne, les écoles spécialisées doivent être peu à peu supprimées.

Le procédé selon lequel on essaie en Suisse de restructurer le paysage scolaire est inadmissible. On ne dit pas aux citoyens ce qui se cache derrière cette politique. Au lieu de cela, on leur présente des éléments fragmentaires sur lesquels ils peuvent voter. On les empêche ainsi de se faire une opinion sur l'ensemble. On appelle cela le saucissonnage.

L'arrière-plan des accords internationaux

Sans consulter le peuple, le secrétaire d'Etat Charles Kleiber a ratifié, en 1995, l'AGCS (Accord général sur le commerce et les services) établi par l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Il engage les Etats membres à ouvrir à l'économie privée des services qui étaient publics jusqu'ici. Le système de santé, l'approvisionnement en électricité et en eau, etc. en font partie avec l'éducation, la poste et les transports publics. Selon Pascal Couchepin, «la Suisse fait déjà partie des Etats qui ont pris le plus d'engagements quant aux services concernant le domaine de l'école».

Pour que l'AGCS puisse être appliqué en Suisse, on doit d'abord éliminer le fédéralisme dans le domaine scolaire, car il gêne. C'est pourquoi, en 2005, l'article cadre sur l'école a été intégré à la Constitution. Il habilite la Confédération à réaliser l'uniformisation exigée par le GATS au cas où un canton ou un autre ne voudrait pas l'appliquer.

Nos enfants ne doivent pas devenir des tyrans

par Dieter Sprock

L'éducation des enfants et l'introduction de la jeunesse à la vie forment dans toutes les sociétés les bases de la cohabitation humaine. C'est pour cette raison qu'ils devraient toujours être un sujet de la plus haute attention. Lorsque un livre intitulé «Warum unsere Kinder zu Tyrannen werden» (Pourquoi nos enfants deviennent des tyrans) en est à sa 9^e édition en une année, il parle évidemment d'un thème qui préoccupe beaucoup de monde. L'auteur exprime ce qui dérange beaucoup de gens dans notre société. Des maîtres d'apprentissage, enseignants, pédicures et aussi des parents se rendent compte qu'il y a quelque chose dans le contact avec nos enfants qui va dans une mauvaise direction: Les adultes ont cessé de guider les enfants.

Le livre de Michael Winterhoff («Warum unsere Kinder zu Tyrannen werden», Gütersloh 2008, ISBN 978-3-579-06980-7) parle d'enfants et d'adolescents qui semblent être résistants à toute tentative d'éducation et qui tracassent la famille et l'entourage avec leur comportement tyrannique. Ils ne peuvent s'adapter nulle part, veulent toujours être au centre de l'attention et vivent comme s'ils étaient seuls au monde. Leur degré de maturité psychique s'est arrêté au niveau d'un enfant de trois ans, leur pensée tourne uniquement autour de la satisfaction de leurs propres besoins et ils manquent de conditions psychiques pour faire la différence entre un comportement faux ou juste.

Au jardin d'enfants et à l'école, ces enfants ne sont pas de bons partenaires. Avec leur comportement, ils dérangent le déroulement du travail dans toute la classe et se comportent verbalement et aussi physiquement de manière agressive envers leurs camarades. Les enseignants eux-mêmes ne sont pas une limite à leur égoïsme.

Adolescents, ils manquent de la maturité nécessaire pour une formation. Beaucoup d'entreprises formant des apprentis se plaignent de leur mauvaise attitude au travail. On parle de 25 à 30% de jeunes ayant terminé leur scolarité qui sont inaptes à une formation.

Augmentation effrayante d'enfants gravement perturbés

L'auteur, qui dirige depuis 20 ans un cabinet de médecine spécialisée de psychiatrie pour enfants et adolescents à Bonn, parle d'une augmentation effrayante d'enfants gravement perturbés et il voit que la cohérence de toute la société est mise en danger à long terme si l'on ne commence pas à se rendre compte de ces dysfonctionnements. La conséquence en serait qu'il y aura de moins en moins de jeunes et d'adultes aptes à des relations et au travail:

Il y a 10 à 15 ans, il y avait 4 enfants difficiles par classe. Aujourd'hui, cette relation s'est inversée. De surcroît, de plus en plus

d'enfants ont des difficultés dans plusieurs domaines. En 2006, les débutants à l'école ont été examinés pour dépister des particularités dans les domaines de l'activité motrice fine, la perception, la logique, l'apprentissage, les mathématiques, l'activité motrice grossière, le langage, le comportement social et l'attitude au travail. Dans une classe, seuls 4 élèves sur 25 n'ont pas présentés de dysfonctionnements, 4 autres n'avaient qu'un dysfonctionnement, d'autres avaient des difficultés dans plusieurs domaines, deux d'entre eux ont même atteint le nombre maximal de 7 dysfonctionnements. Dans d'autres classes le bilan était semblable.

Ce qui a aussi changé, c'est la provenance sociale des enfants et adolescents ayant des problèmes psychiques. La plupart ne viennent plus de milieux à problèmes sociaux et de familles brisées. Cette approche est trop simple. Aujourd'hui ce sont de plus en plus des enfants de familles aisées et intactes, avec des parents en bonne santé et aptes aux relations humaines qui ne délaissent pas du tout leurs enfants. Au contraire. Ils ont dès le premier jour une relation aimante et ils sont prêts à tout faire pour éduquer des enfants heureux et contents.

Les enfants tyranniques manquent de maturité psychique

Le livre de Michael Winterhoff n'est pas un dictionnaire de conseils éducatifs. Il ne prône pas non plus une nouvelle pédagogie, mais il cherche à élucider la question de savoir comment la psyché humaine se développe. Qu'est-ce qu'il faut pour que l'être humain adulte puisse vivre et travailler de façon autonome, qu'il puisse établir des relations constructives envers d'autres personnes, qu'il puisse estimer ses sentiments à leur juste valeur et donc les contrôler, et où, dans le développement, se sont introduites des erreurs dont le résultat sont des enfants et des adolescents difficiles?

La psyché de l'enfant ne se forme pas d'elle-même. Surtout les petits enfants ont besoin d'un vis-à-vis adulte pour pouvoir construire les «fonctions» psychiques et les «conceptions du monde», nécessaires pour pouvoir maîtriser les problèmes de la vie. Des fonctions comme



«Le comportement vis-à-vis de l'enfant doit toujours être plein d'amour. Poser des limites ne contredit en aucun cas l'exigence d'un comportement affectueux et proche de l'enfant». Seuls les deux comportements ensemble rendent possible la formation de toutes les capacités dont les enfants ont besoin pour vivre.» (photo caro)

la tolérance aux frustrations, l'instance de la conscience, l'attitude et l'engagement dans son travail «doivent être formées peu à peu pour assurer une construction optimale de la psyché». Les conceptions du monde ont également besoin d'un long processus de maturation. Elles comportent une «façon spécifique de percevoir et interpréter le monde autour de nous et notre position dans ce monde». La formation de ces fonctions psychiques et de ces conceptions du monde demandent un entraînement constant avec des répétitions nombreuses des mêmes actions et elle doit se poursuivre au-delà de la maison parentale aussi dans les jardins d'enfants, les écoles et dans d'autres institutions pédagogiques.

Les structures psychiques ne se forment et se corrigent pas en premier lieu par un raisonnement affectueux et des explications. Bien que l'amour soit une condition absolue pour toute forme de comportement et d'éducation, c'est avant tout la personnalité de l'éducateur qui est marquante. S'il se comporte vis-à-vis de l'enfant avec la sécurité intérieure nécessaire comme le «chef de meute», l'enfant s'orientera d'après son exemple. L'enfant a besoin d'exemples adultes et d'orientation pour pouvoir former pleinement ces capacités psychiques et intellectuelles.

Des enfants tyranniques n'ont pas eu cette orientation, ils manquent de maturité psychique, ils n'ont pas appris à percevoir leur entourage et les autres êtres humains comme limites à leur Moi, ni à les rencontrer avec respect. C'est les conséquences d'un développement erroné de la société dans lequel beaucoup de parents, éducateurs et enseignants ont perdu la sensibilité nécessaire pour donner aux enfants cette limitation. Michael Winterhoff y voit un dysfonctionnement profond des rapports humains entre les enfants et les adultes qu'il décrit comme partenariat, projection et symbiose.

Enfants sans orientation ...

Dans les relations de partenariat, qui sont si répandues actuellement qu'on ne les considère même plus comme problème, l'adulte quitte sa place habituelle de chef de meute et se range au niveau de l'enfant. Il fait cela avec la sincère conviction de faire preuve de beaucoup d'amour et d'estime sans savoir qu'il

suit avec cela une fausse théorie d'après laquelle l'enfant développe au mieux les possibilités qui dorment en lui tout seul. Il n'est pas davantage conscient que ce faisant il suit souvent la satisfaction de ses propres besoins de reconnaissance et d'amour. Michael Winterhoff montre par de nombreux exemples où cela peut conduire quand l'adulte se range au niveau de l'enfant; Celui qui s'occupe d'enfants peut les comprendre. C'est un «déplacement de niveaux» qui se produit et même des petits enfants, même des nourrissons, peuvent prendre la direction et éduquer dans un certain sens leurs parents. Avec le refus et d'autres particularités, ils tiennent souvent en haleine toute la famille. Winterhoff dit que «les enfants sont devenus les éducateurs de leurs parents et ils peuvent les conduire selon leurs envies», sans rencontrer de limites. Ils se fâchent lorsqu'on leur montre des limites et qu'ils ne peuvent pas imposer leur volonté. Ils insultent leurs parents, font des crises de rage en en venant aux mains, ils battent leurs parents et leur donnent des coups de pieds. Avec la relation de partenariat, l'enfant est souvent impliqué dans les affaires des adultes – par exemple des problèmes du couple ou problèmes financiers – qu'il ne peut pas comprendre à son âge. On lui vole donc son enfance.

Dans la projection, c'est un autre déplacement de niveaux entre adultes et enfants. Les parents ou d'autres personnes éducatrices – aussi des jardinières d'enfants et instituteurs – se placent à un niveau au-dessous de l'enfant. Ils deviennent dépendants de l'enfant. Leur propre humeur et leur estime de soi oscillent d'après les humeurs de l'enfant, ses prestations, son comportement. Ils vivent de bons résultats ou un bon comportement comme leur propre succès et comme une confirmation. Les fautes de l'enfant deviennent leur propre défaite. Ils ont quitté leur place d'éducateur et dépendent de la confirmation par l'enfant. Les éducateurs se trouvant dans la projection ne voient plus dans leurs actions l'enfant qui dépend d'eux, mais seulement eux-mêmes. Ils font tout pour contenter l'enfant parce qu'ils ne supportent pas qu'il soit mécontent. Ils ont peur qu'il ne les aime plus. L'enfant devient l'écran des projections de leurs propres déficits, ils ont besoin de l'enfant pour satisfaire leurs besoins souvent inconscients, par exemple la reconnaissance.

Dans la symbiose, la psyché parentale se fond dans celle de l'enfant. A ce niveau, les parents ne peuvent plus distinguer ce que l'enfant fait de faux. Ils le perçoivent comme une partie d'eux-mêmes.

Les parents qui vivent avec leur enfant dans une des dysfonctions relationnelles décrites ci-dessus font souvent l'erreur d'interpréter le comportement insolent et arrogant de leur enfant comme une estime de soi-même et un signe de grande intelligence, et ils reprochent aux autres – enseignants, éducateurs ou voisins – de ne pas comprendre leur enfant. Ils admirent et défendent le comportement erroné de leur enfant parce qu'eux-mêmes ont perdu la mesure de ce qui est convenable.

Ce qui est spécialement fatal pour les enfants et dans un sens plus large pour le développement de toute la société, c'est que maintenant toutes les institutions publiques comme les jardins d'enfants et les écoles travaillent généralement avec le concept des relations de partenariat et que beaucoup d'enseignants et éducateurs se trouvent déjà au niveau de la projection. De cette manière, les enfants dans ces institutions n'ont aucune

«La centralisation est une étape ...»

suite de la page 6

HarmoS est l'instrument servant à imposer pas à pas la centralisation dans le domaine de l'école de manière à ce que les citoyens ne se rendent compte de rien.

Le centralisme au lieu du fédéralisme dans le domaine de l'école

HarmoS conduit à une uniformisation et à une standardisation centraliste et générale de l'école maternelle (cycle élémentaire), de l'école primaire et au-delà. Dès l'école maternelle, les enfants doivent parler, en Suisse alémanique, uniquement l'allemand standard (hochdeutsch). La standardisation des contenus d'enseignement n'est pas seulement imposée en Suisse mais dans tous les Etats membres de l'OMC. Elle n'a plus rien à voir avec l'enseignement tel qu'on le concevait en Suisse jusqu'ici. Il s'agit de pures capacités que les élèves doivent manifester à un moment déterminé. Pourtant, la tradition de l'école primaire suisse veut que l'on prépare les enfants à la vie en société organisée selon la démocratie directe et le fédéralisme. Chaque pays d'Europe a sa tradition qui ne peut pas être nivelée par des programmes standardisés.

Privatisation des écoles

HarmoS ouvre la voie à la privatisation du système éducatif telle que la prévoit l'AGCS. L'offre standardisée dans le domaine scolaire peut alors être assumée par des entreprises privées. C'est ce que veut l'AGCS. HarmoS est un pas de plus dans cette direction. Les bonnes écoles seront uniquement à la disposition des enfants de ceux qui peuvent les payer et les moins bonnes seront pour les enfants dont les parents ont des revenus plus modestes. Les Etats-Unis connaissent déjà cela.

C'est pourquoi HarmoS n'est pas inoffensif. C'est un attrape-nigaud qui détruira peu à peu notre école primaire démocratique. Dans ce domaine sensible, HarmoS prive les parents et les citoyens de leur droit à participer aux réflexions et aux décisions. Au lieu de cela, l'école est dominée par un appareil centraliste.

Pour de plus amples informations:

Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP) HarmoS. www.cdip.ch/dyn/11737.php

Comité hors partis: HarmoS ist nicht harmlos.

www.harmos-ist-nicht-harmlos.ch

Kantonales Bürgerkomitee St Gallen:

www.nein-zu-harmos.ch

* jeu de mots: «HarmoS n'est pas inoffensif.»

«Nos enfants ne doivent pas ...»

suite de la page 7

chance de rattraper un développement psychique manqué dans leur famille ou de corriger un développement erroné.

... au jardin d'enfants

Dans les années 1980 les jardinières d'enfants, mais aussi les instituteurs et les institutrices se considéraient encore sans équivoque comme des «personnes dirigeantes et d'orientation et cela aussi bien vis-à-vis des enfants que des parents». Leur fonction était d'encourager les enfants qui leur étaient confiés en dehors de la famille, de les éduquer et corriger de cette manière des fautes de comportement, de combler aussi bien que possible des déficits issus de la famille.

Au jardin d'enfants, il y avait un emploi du temps réglé avec des rites fixes et des déroulements qui se répétaient tous les jours, ce qui donnait aux enfants des structures fiables dans lesquelles ils pouvaient développer toutes les capacités dont ils avaient besoin pour l'école. Les enfants n'apprenaient pas seulement le maniement de ciseaux et crayons. On les habituaient aussi à rester assis à leur place et à finir un travail, même si parfois ils n'en avaient pas envie. «A la fin du jardin d'enfants» écrit Winterhoff, «les enfants avaient acquis une haute compétence. Ils étaient capables de se laisser guider par les adultes et de respecter des règles extérieures. Aussi bien dans le domaine de la perception que dans le domaine moteur, les enfants disposaient de beaucoup d'expériences, beaucoup de devoirs de la motricité fine ont pu être exécutés de manière coordonnée. Chaque enfant par exemple, était capable, à la fin du jardin d'enfants, de faire une boucle pour attacher ses chaussures. Dans le domaine du langage les enfants ne présentaient en général pas de déficits.»

Regardant par contre le travail actuel dans les jardins d'enfants, il constate des changements graves dans les concepts, dus à l'introduction des relations de partenariat. Dans les concepts ouverts qui sont pratiqués actuellement dans beaucoup de jardins d'enfants, il y a de moins en moins de points fixes dans l'emploi du temps: les rites et les structures ont été déclarés superflus ou bien contraignants et ont été supprimés. L'enfant doit pouvoir choisir librement dans quel groupe il veut passer la matinée et les offres s'orientent entièrement d'après les besoins supposés des enfants. C'est le principe des «groupes de préférence».

La jardinière d'enfants intervient moins dans ce qui se passe. Au lieu d'aider l'enfant à dépasser ses difficultés, de l'instruire et de lui donner une orientation, elle cherche toujours de nouvelles explications pour le comportement difficile de l'enfant. Elle se borne souvent à diagnostiquer des comportements divergents et à transmettre ses observations aux parents et aux thérapeutes. Sa réserve pédagogique et son orientation diagnostique, l'amènent à une explication pathologique du comportement de l'enfant d'où il s'ensuit que l'enfant «est introduit dans un cercle de thérapies et de médicaments». Le psychiatre Michael Winterhoff met en garde de manière claire contre cela.

... et à l'école

Le principe du partenariat avec tous ses désavantages pour l'enfant s'est aussi imposé à l'école, et là surtout à l'école primaire. L'en-

seignement en classe dans lequel l'instituteur était tout naturellement un personnage directeur et d'intégration est de plus en plus remplacé par des formes ouvertes d'enseignement. Une partie de plus en plus grande de l'enseignement doit se dérouler en «travaux libres», et les élèves doivent décider d'eux-mêmes ce qu'ils veulent travailler et avec qui. L'instituteur doit se retirer à l'arrière-plan comme enseignant et il ne fait plus qu'accompagner l'apprentissage autonome comme ami et conseiller.

Beaucoup d'élèves sont dépassés. Laisés à eux-mêmes, dans un enseignement sans structure et sans continuité, ils n'ont plus de succès et conçoivent l'école de plus en plus comme dénuée de sens.

Le concept de la réalisation de soi-même comme concept d'éducation

Michael Winterhoff voit la base de ce développement dans «les concepts de l'éducation des années 1970 et 1980» qui, «partant des concepts de sociétés théoriques des générations de 68, voyaient leur tâche principale dans l'abolition de la notion de l'autorité». Les concepts d'éducation des années 1970 et 1980 ont imposé dans les têtes des éducateurs une perception du monde «qui a sorti l'être humain dans son individualité du système de référence de la société et lui a donné des possibilités pour ainsi dire sans limites de la réalisation de soi-même. Les enfants ne devaient plus recevoir de directives des adultes, de ce qui est bien où mal pour eux, ce qui était interprété comme un endoctrinement inadmissible. Ils devaient au contraire pouvoir se développer librement, collectionner des expériences et se laisser influencer le moins possible par le monde des adultes pour grandir ainsi comme individus autodéterminés et libres.» Sur la base de l'hypothèse erronée que la psyché se forme toute seule et qu'elle est automatiquement à disposition de chaque adulte pour une maîtrise sensée de la vie, toute forme d'éducation a été repoussée temporairement.

Cependant, il faut dire en faveur du concept des tenants de la génération de 68 qu'ils ne luttaient pas seulement contre l'autorité des pères, mais qu'ils défendaient en même temps des intérêts sociaux – par exemple l'exigence de justice sociale et l'égalité des chances pour tous les enfants – alors que les concepts d'éducation des années 1970 et 1980 ont rendu possible la percée de la recherche de la réalisation de soi-même sans aucune prise en compte des intérêts sociaux. Avec cela a été posée la base pédagogique de l'ordre économique néolibéral qui allait commencer la conquête du monde. Du coup, on ne parlait plus de justice sociale et d'égalité des chances. La solidarité, l'esprit civique, la prévenance et l'aide mutuelle n'étaient plus des valeurs qui comptaient. Chaque enfant devait pouvoir faire son chemin sans encombre, apprendre à son propre rythme – donc se réaliser soi-même. Aller plus vite, être meilleur, plus beau, plus riche et avoir plus de pouvoir, c'étaient les nouveaux idéaux. Sur cette base s'est développée une élite qui ne se sent plus liée au bien commun et qui est prête à tout quand il s'agit d'imposer son propre avantage. De l'autre côté se trouve une armée de perdants qui luttent tous les jours pour leur survie.

Ce qui a été vanté, dans les concepts antipédagogiques des années 70 et 80, comme recette pour arriver à des individus libres est autodéterminés, a finalement produit des enfants et des adolescents déracinés qui, comme perdants, sont faciles à manipuler et, comme vainqueurs, manipulent les autres.

«Seules des fonctions psychiques pleinement formées conduisent à une vie sensée, pleinement vécue de l'individu et peuvent ainsi devenir les bases d'une société qui fonctionne»

C'est extrêmement méritoire de la part du psychiatre Michael Winterhoff d'avoir remis au centre la manière de voir de la psychologie des profondeurs et l'idée de l'éducation, à une époque où le mauvais comportement de l'enfant est de plus en plus considéré comme maladie et traité avec des médicaments. Comme psychiatre (!) il n'est pas d'accord de les désigner par des termes pathologiques et de les traiter avec des médicaments et il encourage parents, enseignants et éducateurs à s'occuper de nouveau de leur tâche d'éducation.

Quand il parle, en se référant à *Sigmund Freud*, de la psyché, du Moi, de projection, de symbiose ou de phases que l'enfant parcourt pendant son développement, des représentants d'autres écoles psychologiques et les pédagogues peuvent facilement faire abstraction de ces notions de la psychanalyse et affirmer l'essentiel de ces dires. L'idée de base que l'état psychique, le caractère, le sens commun, le style de vie, la solidarité avec les hommes, la conception personnelle du monde et beaucoup d'autres choses se forment pendant l'enfance dans un long processus de développement, est commune à tous. Ce qui est aussi incontesté c'est que «seules des fonctions psychiques pleinement formées conduisent à une vie sensée, pleinement vécue de l'individu et peuvent ainsi devenir les bases d'une société qui fonctionne» et que des conditions bien définies doivent être remplies pour que l'être humain puisse former ces fonctions avec une maturité suffisante.

Si Michael Winterhoff répète souvent dans sa publication que l'adulte doit «se délimiter» vis-à-vis de l'enfant, il ne plaide pas pour une éducation plus sévère. Pour lui, la délimitation n'a rien à faire avec le manque d'amour ou avec un comportement autoritaire ou avec le mépris de l'enfant. Le comportement vis-à-vis de l'enfant doit toujours être plein d'amour. Poser des limites ne contredit en aucun cas «l'exigence d'un comportement affectueux et proche de l'enfant». Seuls les deux comportements ensemble rendent possible la formation de toutes les capacités dont les enfants ont besoin pour vivre.

Les relations Suisse-Allemagne n'ont jamais été aussi mauvaises

me. L'Allemagne se permet d'autres grossièretés, tracasseries et attaques inacceptables contre les petits pays voisins. La caricature (cf. *Horizons et débats* n° 33 du 18/8/08) était marquante (cf. www.Zeit-Fragen.ch/fileadmin/bilder/karikatur-gross.jpg). Il y a environ deux semaines, le magazine allemand *Der Spiegel* a publié l'emplacement du bunker secret du gouvernement fédéral dans les Alpes avec les coordonnées exactes. Il s'agit d'une provocation envers un autre Etat qui ne se produit pas sans encouragement d'en haut.

A la frontière avec l'Allemagne, se forment depuis un certain temps de longs embouteillages, parce que les douaniers allemands contrôlent de façon vexatoire. Beaucoup de voyageurs et de navetteurs parlent d'un comportement déconcertant de la part des douaniers allemands et les douaniers suisses estiment que leurs «collègues» allemands suivent froidement des ordres venus d'en haut bien qu'ils aient d'autres marges de manœuvres.

Le doyen de la politique extérieure Suisse, l'ancien conseiller national *Ernst Mühlemann*, appelé aussi «ministre fantôme des Affaires étrangères», s'est prononcé cette se-

maine dans un quotidien: «Les relations entre la Suisse et l'Allemagne n'ont jamais été aussi mauvaises. Jusqu'à ce que la chancelière visite la Suisse, il a fallu attendre longtemps et quand elle est arrivée, elle a consacré à peine deux heures au Conseil fédéral.»

Mühlemann a exprimé l'espoir illusoire que les nouveaux dirigeants du SPD se présentent d'une manière plus favorable à l'égard de la Suisse.

Récemment, le prince du Liechtenstein a caractérisé le comportement de l'Allemagne de *Merkel* et a terminé en disant que le Liechtenstein a déjà survécu à trois grands empires allemands et espère également survivre à un quatrième Reich. Tout cela confirme, hélas, que l'Allemagne a mis une fois de plus les «Knobelbecher» (bottes de combats allemandes). Cette fois-ci, l'Allemagne est en route pour exécuter les ordres de Washington, Bruxelles et d'autres pays, ce qui ne simplifie pas la situation pour la Suisse et les petits Etats. Il faut se tenir sur ses gardes. Les David déçus arrivent aussi à chasser les Goliath arrogants.

Maintenant c'est à nous de prendre au sérieux sa mise en garde et de développer les concepts pédagogiques qui ont fait leur preuve pour que nos enfants ne deviennent pas des tyrans.

Débats parlementaires

Un débat honnête sur l'avenir de l'armée est nécessaire

thk. Cette semaine, le programme d'armement de l'Armée suisse est à l'ordre du jour de la session d'automne du Conseil national. L'acquisition de nouveaux véhicules de transport et la mise à niveau de la flotte des avions de combat F/A-18 vont coûter environ un milliard de francs. Somme importante qu'on ne devrait pas dépenser sans débat, surtout pas à un moment où les orientations de l'Armée sont aussi controversées. Sous la houlette de *Samuel Schmid*, la politique de rapprochement avec l'OTAN inaugurée par *Adolf Ogi* a été poursuivie et renforcée. La défense du pays est passée à l'arrière-plan au motif que nous sommes «entourés d'amis». L'interopérabilité était à l'ordre du jour, ce qui ne signifie rien d'autre que nous allons nous engager dans on ne sait quelles guerres aux côtés de l'OTAN. Il est également question d'engager l'armée dans des opérations intérieures, ce qui est également discutable. On utilise ici l'euphémisme d'«engagements subsidiaires». Il s'agit là de nouveautés qui sont en contradiction avec la tradition suisse de démocratie directe, de neutralité armée et de souveraineté nationale.

Jusqu'ici, *Samuel Schmid* et ses conseillers ont empêché par tous les moyens que s'instaure un large débat public sur les orientations et les missions de l'Armée. Pour ce faire, on a besoin d'analyses sérieuses et claires des problèmes posés par la sécurité et d'une réflexion commune sur des solutions judiciaires conformes à la Constitution. Et c'est ce que *Samuel Schmid* et ses conseillers ont empêché parce qu'ils entendent dissimuler au peuple le fait qu'ils veulent rapprocher encore plus l'Armée suisse de l'OTAN. Prétendre que l'on est naturellement opposé à une adhésion à l'Alliance atlantique revient à jeter de la poudre aux yeux de la population car en adhérant au *Partenariat pour la Paix*, la Suisse n'est certes pas devenue un membre à part entière de l'OTAN, mais elle a pour mission de rendre son Armée compatible avec celle de l'Alliance.

Etant donné ce rideau de fumée, on devrait commencer par engager le débat avant de dépenser de l'argent pour quelque chose d'absolument contraire aux intérêts du peuple et à la paix dans le monde. Il est urgent de faire une pause et de réfléchir.

Trou noir

Ce matin, entre éveil et rêve,
Les deux notes de la tourterelle
Mettent en émoi
Une part de moi.

C'est toute la paix du monde
Qui se réfugie en son chant
Plaintif et doux,
Tant pourchassé.

La paix se rassemble et résiste
Au bord de son fragile espoir
Pour ne pas choir
Dans le trou noir.